

2 Politique

Législatives 2018

La bataille de Koula-Moutou aura bien lieu !

Jonas OSSOMBEY

Libreville/Gabon

Si Les Démocrates n'ont pas encore rendu publique la liste de leurs candidats aux prochaines élections jumelées (Législatives et Locales), le parti dont le président-fondateur est Guy Nzouba Ndama a donné en interne les noms de ses postulants. Le chef-lieu de la province de l'Ogooué-Lolo, Koula-Moutou, sera au centre de toutes les attentions. Tant la bataille au deuxième arrondissement de la commune, qui opposera l'ancien président de l'Assemblée nationale et au candidat du PDG, par ailleurs vice-président de la dernière législature, Jean Massima, promet d'être âpre. Bien malin qui pourra prédire l'issue de cet affrontement.

DEPUIS quelques semaines, le deuxième arrondissement de la commune de Koula-Moutou vit au rythme d'une bataille électorale qui fera date. Les quartiers Makadioume, Litsebet, Menage, Mibaka, Le Four, Babambo et La Concorde attendent avec beaucoup d'impatience l'affrontement qui aura lieu entre deux poids lourds politiques de cette circonscription électorale. Le match "Massima-Nzouba", le temps de la campagne et du vote, devra déterminer qui de l'un ou de l'autre aura fédéré autour de sa candidature.

Sans minorer les autres oppositions dans la même commune, au premier arrondissement notamment, et au département, le combat électorale que se livreront Jean Massima (PDG) et Guy Nzouba Ndama (Démocrates) traduit à lui seul le nouvel antagonisme auquel les Logovéens vont faire face, depuis que l'ancien président de l'Assemblée nationale a claqué la porte du parti au pouvoir.



Le député sortant, Jean Massima, du PDG...

Et dans toute l'histoire politique du pays, c'est la première fois que la ville qui a vu le PDG naître sera au cœur d'une bataille «épique».

Elle qui a longtemps été le paisible terreau d'un parti au pouvoir conquérant, va être l'une des principales attractions de ces élections. Surtout que le dernier scrutin présidentiel n'aura pas laissé une très bonne impression aux militants de la plus vieille formation politique du pays, son candidat l'ayant, à la surprise générale, emporté sur le fil.

Surfant sur cette vague déstabilisatrice, Guy Nzouba Ndama et les siens croient en leurs chances de faire de Koula-Moutou leur bastion électoral. Ce n'est donc pas fortuit que celui que de nombreux observateurs appelaient «le monarque de la Lolo-Wagna» a délaissé cette circonscription, plutôt tendre, pour rallier la capitale et tenter d'y im-



...et Guy Nzouba Ndama, le président-fondateur Les Démocrates (opposition) vont s'affronter dans un combat sans merci.

ser son leadership. Une situation qui découle également de l'ambition toujours affichée de Guy Nzouba Ndama de jouer les premiers rôles sur l'échiquier national. L'homme n'a jamais fait de mystères autour de son ambition de présider aux plus hautes fonctions du Gabon. D'ailleurs, en 2016, n'eussent été les accords qui ont vu une partie des leaders de l'opposition, dont il était membre de fraîche date, soutenir la candidature unique de Jean Ping, le natif de Koula-Moutou serait allé à la quête des suffrages des Gabonais.

Toutefois, en politique averti, il devrait savoir que les choses ne seront pas si faciles. Et que le député sortant est loin d'être un faire-valoir. Car le choix porté sur Jean Massima, pour porter à nouveau les couleurs du PDG aux Législatives du 6 octobre prochain, est loin de relever du hasard. Sociable et affable, celui dont le père est nzebi et la mère akélé, est reconnu par les siens pour sa générosité sans limite. Et nombreux sont les actes qu'il ne cesse de poser autour de lui jour après jour. Toute chose qui justifie une popularité dépassant largement le cadre du deuxième arrondissement. Sans compter les nombreux investissements dans ladite commune et au-delà. Jean Massima est donc une personnalité sur laquelle le PDG peut compter pour donner le change face au «transfuge» du Canton Lolo-Wagna.

Il est presque certain que tout va se jouer sur le registre socio-culturel, au gré de la proximité des uns et des autres avec les réalités vécues au quotidien par ces populations. L'intérêt de la bataille de Koula-Moutou, entre le PDG et les Démocrates, sera à l'aune de la capacité de ces deux forces à se mouvoir sur un terrain aux enjeux risqués.

Miroir du gouvernement

Pourquoi ce silence ?

COMMENT interpréter le silence gardé par le gouvernement le 14 août dernier alors que, sur la toile, circulaient de nombreux posts faisant état de la disparition, au large de nos côtes, d'un tanker de 121 mètres de long battant pavillon panaméen et transportant dix-sept marins géorgiens ? Difficile de trouver un début d'explication à cette interrogation. Toujours est-il que, en l'absence de communication gouvernementale, chacun y est allé de son commentaire en alimentant, au passage, des rumeurs plus folles les unes que les autres. À telle enseigne que certains sont même

allés jusqu'à prétendre que le silence du gouvernement était, en grande partie, motivé par sa volonté "de cacher des choses". Quand d'autres ont estimé que celui-ci n'était, en réalité, que l'illustration des faiblesses des pouvoirs publics à maîtriser réellement ce qui se trame au large de nos côtes.

C'est dire que, d'une certaine manière, cette attitude aura été préjudiciable à l'image du gouvernement. Et, en même temps, incompréhensible aux yeux de nombreux citoyens. D'autant plus que, à l'ère du village planétaire et des nouvelles technologies de l'information et de la

communication (Ntic), il paraît difficilement raisonnable de s'abstenir de communiquer sur les événements auxquels ils auront nécessairement accès, via les réseaux sociaux. Sauf à croire que l'opinion publique ne mérite pas d'être tenue informée. Ce qui serait une méprise regrettable dans une démocratie, d'autant que les gouvernants ne sont que l'émanation des citoyens.

Quoi qu'il en soit, depuis l'érection de l'équipe "Issoze Ngondet III", d'aucuns pensent, à tort ou à raison, que le gouvernement ne communique pas suffisamment sinon avec beaucoup de

retard. Ce fut notamment le cas, il y a quelques mois, lorsque la toile s'affolait au sujet d'un certain nombre de collégiens qui s'étaient noyés sur une plage de Libreville. D'abord abandonnés à eux-mêmes, ce n'est qu'à la suite de la fièvre médiatique qui s'en était suivie, que les citoyens avaient eu droit à des explications du gouvernement. À la suite de quoi, comme par enchantement, toute la frénésie autour de ces noyades était brusquement retombée.

C'est dire que la parole gouvernementale renseigne autant qu'elle rassure. Et que dans un environnement comme le nôtre,

elle peut être un rempart efficace à toutes formes de manipulations, d'interprétations malencontreuses et erronées. Bien sûr, le gouvernement ne peut et ne devrait sans doute pas réagir à tous les posts circulant sur les réseaux sociaux. Car, dans la plupart des cas, ce ne sont que des "Fake news". Alors, ne faudrait-il pas songer à trouver des mécanismes susceptibles de réguler d'une certaine manière ces "Fake news" ? Vu que c'est aussi censé être de la responsabilité du gouvernement de favoriser l'accès juste et équitable de tous les citoyens à la "bonne et vraie" information.